

GENERAL
ASSEMBLYASSEMBLEE
GENERALE

UNRESTRICTED

A/392

22 septembre 1947

FRENCH

ORIGINAL : ENGLISH

ORDRE DU JOUR PROVISOIRE DE LA DEUXIEME SESSION ORDINAIRE

RAPPORT DU BUREAU

PARTIE I

CONSTITUTION DE COMMISSIONS AD HOC ET PROGRAMME DES SEANCES

1. Commission ad hoc chargée de la question palestinienne

Le Bureau a examiné l'ordre du jour provisoire, la liste supplémentaire de questions, les demandes d'adjonction de points additionnels et il est d'avis que le travail sera inégalement réparti entre les grandes commissions de l'Assemblée de sorte que certaines d'entre elles devraient mettre beaucoup plus de temps que d'autres pour épuiser leur ordre du jour.

Ce fait est particulièrement sensible dans le cas de la Première Commission qui aura un ordre du jour extrêmement chargé. Afin de distribuer le travail plus également, le Bureau recommande que soit constituée une commission ad hoc chargée de la question palestinienne, à laquelle chaque Membre de l'Assemblée générale aura le droit d'être représenté et dont le mandat sera d'examiner tous les points de l'ordre du jour relatifs à la Palestine, en vue de faire rapport à l'Assemblée générale.

2. Comité ad hoc du siège

Le Bureau recommande également que l'Assemblée générale constitue un Comité ad hoc formé des membres du Comité consultatif du siège créé en vertu de la résolution 100 (I) du 14 décembre 1946 pour examiner le rapport du Secrétaire général sur le siège permanent de l'Organisation.

Le Comité ad hoc du siège fera rapport à l'Assemblée générale sur les questions de plans et de conditions d'ordre général concernant les bâtiments officiels et autres installations nécessaires tandis que les questions de coût et de dispositions financières seront renvoyées par ses soins à la Cinquième Commission pour qu'elle fasse rapport à l'Assemblée générale.

Le Bureau recommande en conséquence que ledit Comité comprenne les membres suivants : Australie, Belgique, Brésil, Canada, Chine, Colombie, France, Grèce, Inde, Norvège, Pologne, Royaume-Uni, Syrie, Union des Républiques soviétiques socialistes, Etats-Unis d'Amérique et Yougoslavie.

3. Programme des séances

Le Secrétaire général a prévu les dispositions suivantes dont le Bureau recommande l'adoption par l'Assemblée générale :

- a) Les séances plénières se tiendront au bâtiment de l'Assemblée à Flushing Meadow. Les Commissions de l'Assemblée générale se réuniront dans les salles de commissions au siège provisoire de Lake Success.
- b) Les séances plénières et les séances de commissions commenceront, en règle générale, le matin à 11 heures et l'après-midi à 15 heures.
- c) La semaine comporterait six jours de travail.

PARTIE II

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Le Bureau a examiné l'ordre du jour provisoire de la deuxième session ordinaire (document A/329), la liste supplémentaire de questions (document A/369), deux questions additionnelles proposées par les Etats-Unis d'Amérique (document A/EUR/35), et une question additionnelle proposée par l'Union des Républiques soviétiques socialistes (document A/BUR/35).

Les points suivants ont donné lieu à des discussions au cours des séances et on trouvera ci-dessous les recommandations du Bureau à leur sujet.

Point 13 de l'ordre du jour provisoire : Rapports des institutions spécialisées.

Le Bureau a pris acte du fait que le Conseil économique et social a décidé, à sa dernière session, de ne pas examiner avant février 1948

les rapports parvenus des institutions spécialisées. Il a considéré qu'il vaudrait mieux que l'Assemblée générale étudiât ces rapports après qu'ils auront été examinés par les Organes compétents des Nations Unies et c'est pourquoi il recommande à l'Assemblée générale de ne pas inscrire ce point à son ordre du jour.

Point 24 de l'ordre du jour provisoire : Convocation d'une Conférence générale, en vertu de l'Article 109 de la Charte, pour l'abolition du privilège de veto.

Le Bureau, par neuf voix contre deux et trois abstentions, recommande à l'Assemblée générale de porter à son ordre du jour le point ci-dessus en substituant le mot "amendement" au mot "abolition".

Point 32 de l'ordre du jour provisoire : Proposition tendant à porter à vingt-quatre le nombre des membres du Conseil économique et social.

Le Bureau, par sept voix contre quatre et trois abstentions, recommande l'inscription de ce point à l'ordre du jour.

Point 1 de la liste supplémentaire : Protection des droits de l'Assemblée générale en ce qui concerne l'admission de nouveaux Membres.

Le Bureau, par dix voix contre trois et une abstention, recommande l'inscription de ce point à l'ordre du jour.

Point 2 de la liste supplémentaire : Résolution accordant au Pakistan et à l'Inde hindoue la qualité complète de Membres des Nations Unies.

Le représentant de l'Argentine retire la demande de son Gouvernement visant l'inscription de ce point à l'ordre du jour.

Point 3 de la liste supplémentaire : Résolution de la seconde partie de la première session de l'Assemblée générale relative à l'exercice du droit de veto au Conseil de sécurité et mesure dans laquelle les recommandations contenues dans cette résolution ont été appliquées.

Le Bureau, par onze voix contre deux et une abstention, recommande l'inscription de ce point à l'ordre du jour.

Point 5 de la liste supplémentaire : traité de paix avec l'Italie.

Les représentants de l'Argentine et du Honduras proposent d'amender ce point de la façon suivante : "suggestions à l'intention des Etats intéressés au traité de paix avec l'Italie".

Le représentant de l'Equateur retire le point proposé par son Gouvernement.

Le Bureau, par quatre voix contre deux et une abstention recommande l'inscription à l'ordre du jour du point 5 sous sa forme amendée.

Point 13 de la liste supplémentaire : projet de Charte des droits et des devoirs internationaux de l'homme.

Le Secrétaire général fait connaître au Bureau qu'il a reçu une communication de la délégation de l'Equateur lui demandant de transmettre à la Commission des droits de l'homme du Conseil économique et social le projet de Charte des droits internationaux de l'homme présenté par le Gouvernement de l'Equateur (A/341).

Le Bureau recommande en conséquence de ne pas inscrire ce point à l'ordre du jour.

Point 14 de la liste supplémentaire : projet de Charte des devoirs et droits des Etats.

La délégation de l'Equateur a informé le Secrétaire général que le projet de Charte des droits et devoirs des Etats (A/340) doit être considéré comme contenant les commentaires et observations du Gouvernement de l'Equateur aux termes de la recommandation figurant dans la résolution 38 (I) adoptée par l'Assemblée générale le 11 décembre 1946 relativement au projet de déclaration des droits et devoirs des Etats soumis par le Panama.

Le Bureau recommande en conséquence à l'Assemblée générale de ne pas inscrire ce point à l'ordre du jour.

Point proposé par les Etats-Unis d'Amérique : institution d'une Commission temporaire de l'Assemblée générale chargée des questions de la paix et de la sécurité.

Le Bureau, par douze voix contre deux recommande l'inscription de ce point à l'ordre du jour.

Point proposé par les Etats-Unis d'Amérique : question de l'indépendance de la Corée.

Le Bureau, par douze voix contre deux, recommande l'inscription de ce point à l'ordre du jour.

Point proposé par l'Union des Républiques soviétiques socialistes : mesures à prendre contre la propagande en faveur d'une nouvelle guerre et contre ceux qui y excitent.

Le Bureau recommande, à l'unanimité, l'inscription de ce point à l'ordre du jour.

En conséquence, le Bureau recommande à l'Assemblée générale l'adoption de l'ordre du jour ci-après :

ORDRE DU JOUR DE LA DEUXIEME SESSION ORDINAIRE DE
L'ASSEMBLEE GENERALE

1. Ouverture de la session par le chef de la délégation du Brésil
2. Constitution du Comité de vérification des pouvoirs
3. Election du Président
4. Constitution des grandes commissions et election de leurs bureaux
5. Election des vice-présidents
6. Communication du Secrétaire général prévue par l'Article 12, paragraphe 2 de la Charte
7. Adoption de l'ordre du jour
8. Ouverture de la discussion générale
9. Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation
10. Rapport du Conseil de sécurité
11. Rapport du Conseil économique et social
12. Rapport du Conseil de tutelle
13. Siège de l'Organisation des Nations Unies : Rapport du Secrétaire général (résolution 100 (1) du 14 décembre 1946)

14. Accord entre l'Organisation des Nations Unies et les Etats-Unis d'Amérique concernant le siège permanent de l'Organisation des Nations Unies : rapport du Secrétaire général (résolution 99 (1) du 14 décembre 1946)
15. Règlement et organisation de l'Assemblée générale :
 - a) Rapport du Comité chargé d'étudier les questions de règlement et d'organisation (résolution 102 (1) du 15 décembre 1946)
 - b) Interprétation simultanée : rapport du Secrétaire général
16. Règles pour l'admission de nouveaux Membres de l'Organisation des Nations Unies : rapports des Commissions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité (résolution 36 (1) du 19 novembre 1946)
17. Admission de nouveaux Membres (si le Conseil de sécurité présente des recommandations à ce sujet)
18. Relations des Etats Membres des Nations Unies avec l'Espagne (résolution 39 (1) du 12 décembre 1946)
19. Traitement des Indiens établis dans l'Union Sud-Africaine (résolution 44 (1) 8 décembre 1946)
20. Question palestinienne : question présentée par le Royaume-Uni
21. Rapport de la Commission spéciale pour la Palestine (résolution 106 (S/I) du 15 mai 1947)
22. Cessation du mandat sur la Palestine et reconnaissance de l'indépendance de ce pays en tant qu'Etat indivis : question présentée par l'Arabie saoudite et l'Irak
23. Convocation d'une conférence générale, en vertu de l'Article 109 de la Charte, pour l'amendement du privilège de veto : question présentée par l'Argentine
24. Election de trois membres non permanents au Conseil de sécurité
25. Examen des nouveaux projets d'accords de tutelle s'il y a lieu (résolutions 9 (1) du 9 février 1946 et 65 (1) du 14 décembre 1946)
26. Election de nouveaux membres du Conseil de tutelle
27. Renseignements provenant des territoires non autonomes :
 - a) Résumé et analyse des renseignements transmis conformément à l'Article 73, alinéa e, de la Charte : rapport du Secrétaire général
 - b) Renseignements transmis conformément à l'Article 73, alinéa e, de la Charte : rapport du Comité ad hoc (résolution 66 (1) du 14 décembre 1946)

28. Fonds international de secours à l'enfance :

a) Rapport du Conseil économique et social

b) Vérification annuelle des comptes du Fonds, présentée par le Secrétaire général (résolution 57 (1) du 11 décembre 1946)

29. Projet de convention sur le crime de génocide : rapport du Conseil économique et social (résolution 96 (1) du 11 décembre 1946)

30. Télécommunications : rapport du Secrétaire général

31. Proposition tendant à porter à vingt-quatre le nombre des membres du Conseil économique et social : question présentée par l'Argentine

32. Election de six membres du Conseil économique et social

33. Développement progressif du droit international et sa codification : rapport de la Commission chargée d'étudier le développement progressif du droit international et sa codification (résolution 94 (1) du 11 décembre 1946)

34. Projets visant à formuler les principes reconnus dans le statut de la Cour de Nuremberg : rapport de la Commission chargée d'étudier le développement progressif du droit international et sa codification (résolution 95 (1) du 11 décembre 1946)

35. Projet de déclaration des droits et des devoirs des Etats présenté par le Panama : rapport de la Commission chargée d'étudier le développement progressif du droit international et sa codification (résolution 38 (1) du 11 décembre 1946)

36. Coordination des privilèges et immunités de l'Organisation des Nations Unies et de ceux des institutions spécialisées : rapport du Secrétaire général (résolution 22 (1) du 13 février 1946)

37. Installation du Secrétaire général adjoint chargé des services administratifs et financiers

38. Administration financière de l'Organisation des Nations Unies :

a) Budget de l'Organisation pour l'exercice financier 1947

b) Prévisions de dépenses pour l'exercice financier 1948

c) Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

d) Rapport du Comité des contributions (résolution 69 (1) du 14 décembre 1946)

e) Rapport du Comité de vérification des comptes (résolution 74 (1) du 7 décembre 1946)

f) Relations budgétaires et financières avec les institutions spécialisées : rapport du Secrétaire général (résolution 81 (1) du 14 décembre 1946)

g) Adoption du règlement financier permanent : rapport du Comité consultatif (résolution 81 (1) du 11 décembre 1946)

39. Nominations aux sièges devenus vacants dans les organismes subsidiaires de l'Assemblée générale :
- a) Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires
 - b) Comité des contributions
 - c) Comité de vérification des comptes
40. Questions administratives et d'organisation :
- a) Caisse commune de retraite du personnel des Nations Unies : rapport du Comité des pensions du personnel des Nations Unies (résolution 82(1) du 15 décembre 1946 et section E du statut provisoire)
 - b) Caisse commune de retraite du personnel des Nations Unies - constitution d'un Comité des placements : rapport du Secrétaire général (section 25 G du statut provisoire)
 - c) Pavillon des Nations Unies : question présentée par le Secrétaire général
41. Anniversaire de la signature de la Charte et jour de la paix : question présentée par le Secrétaire général
42. Organisation d'un service postal des Nations Unies : question présentée par l'Argentine
43. Protection des droits de l'Assemblée générale en ce qui concerne l'admission de nouveaux Membres : point proposé par l'Australie
44. Résolution de la seconde partie de la première session de l'Assemblée générale relative à l'exercice du droit de veto au Conseil de sécurité et mesure dans laquelle les recommandations contenues dans cette résolution ont été appliquées : point proposé par l'Australie
45. Menaces à l'indépendance politique et à l'intégrité territoriale de la Grèce : point proposé par les Etats-Unis d'Amérique
46. Suggestions à l'attention des Etats intéressés au traité de paix avec l'Italie
47. Transfert aux Nations Unies des fonctions et des pouvoirs exercés par la Société des Nations aux termes de la Convention internationale du 30 septembre 1921 sur la traite des femmes et des enfants, de la Convention du 11 octobre 1933 sur la traite des femmes adultes et de la Convention du 12 septembre 1923 sur le commerce des publications obscènes : point proposé par le Conseil économique et social
48. Accords avec les institutions spécialisées : point proposé par le Conseil économique et social
- a) Organisation mondiale de la santé
 - b) Union postale universelle
 - c) Banque internationale pour la reconstruction et le développement
 - d) Fonds monétaire international
 - e) Union internationale des télécommunications

49. Demandes d'admission au sein de l'Organisation de l'aviation civile internationale : point proposé par le Secrétaire général
 - a) Demande de l'Italie
 - b) Demande de l'Autriche
50. Transfert à l'Organisation mondiale de la santé de certains avoirs des Nations Unies : point proposé par le Conseil économique et social
51. Droits syndicaux (liberté d'association) : point proposé par le Conseil économique et social
52. Recommandations à présenter en vue d'empêcher la diffusion, aux dépens d'Etats étrangers, de calomnies qui sont nuisibles aux bonnes relations entre les Etats et contraires aux buts et aux principes des Nations Unies : point proposé par la Yougoslavie
53. Besoins d'assistance après la dissolution de l'UNRRA (Organisation des Nations Unies pour les secours et la reconstruction) : point proposé par le Conseil économique et social
54. Nécessité pour l'Organisation des Nations Unies et pour ses Organes d'utiliser davantage les services de la Cour internationale de Justice non seulement dans les différends de caractère juridique mais également en ce qui concerne les aspects juridiques des différends et des "situations" : point proposé par l'Australie
55. Privilèges et immunités sur le territoire des Etats-Unis d'Amérique à accorder aux représentants des Etats Membres et à leurs personnels : point proposé par l'Argentine
56. Recommandations à présenter en vue de la remise des criminels de guerre, des traîtres et des quislings aux Etats où ils ont commis leurs crimes : point proposé par la Yougoslavie
57. Enregistrement des traités et des accords internationaux : point proposé par le Secrétaire général
58. Fonctionnement du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies aux termes du Chapitre XV de la Charte : point proposé par l'Australie
59. Institution d'une Commission temporaire de l'Assemblée générale chargée des questions de la paix et de la sécurité
60. Question de l'indépendance de la Corée
61. Mesures à prendre contre la propagande en faveur d'une nouvelle guerre et contre ceux qui y excitent

DELAÏ FIXE POUR LA PROPOSITION DE NOUVEAUX POINTS A INSCRIRE A L'ORDRE DU JOUR

Le Bureau recommande à l'Assemblée générale de fixer au lundi 29 septembre, à minuit, la date limite de proposition de nouveaux points à porter à l'ordre du jour.

PARTIE III : REPARTITION DES POINTS DE L'ORDRE DU JOUR
ENTRE LES COMMISSIONS

A

Le Bureau recommande que la répartition des points de l'ordre du jour entre les Commissions soit faite de la façon suivante :

PREMIERE COMMISSION

1. Rapport du Conseil de sécurité
2. Admission de nouveaux Membres
3. Menaces à l'indépendance politique et à l'intégrité territoriale de la Grèce : point proposé par les Etats-Unis d'Amérique
4. Traitement des Indiens dans l'Union Sud-Africaine
5. Règles applicables à l'admission de nouveaux Membres: rapports de la Commission de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité
6. Protection des droits de l'Assemblée générale en ce qui concerne l'admission de nouveaux Membres : point proposé par l'Australie
7. Convocation d'une conférence générale, en vertu de l'Article 109 de la Charte, sur l'abolition du privilège de veto: point proposé par l'Argentine
8. Résolution de la seconde partie de la première session de l'Assemblée générale relative à l'exercice du droit de veto au Conseil de sécurité et mesure dans laquelle les recommandations figurant dans cette résolution ont été appliquées : point proposé par l'Australie
9. Suggestions à l'intention des Etats intéressés au traité de paix avec l'Italie
10. Relations des Etats Membres des Nations Unies avec l'Espagne
11. Institution d'une Commission temporaire de l'Assemblée générale chargée des questions de la paix et de la sécurité
12. Question de l'indépendance de la Corée

13. Mesures à prendre contre la propagande en faveur d'une nouvelle guerre et contre ceux qui y excitent

COMMISSION AD HOC CHARGÉE DE LA QUESTION
PALESTINIENNE

1. Question palestinienne : point proposé par le Royaume-Uni
2. Rapport de la Commission spéciale pour la Palestine
3. Cessation du Mandat sur la Palestine et reconnaissance de l'indépendance de ce pays en tant qu'état indivis: point proposé par l'Arabie saoudite et par l'Irak

DEUXIEME COMMISSION

1. Chapitre II du Rapport du Conseil économique et social
2. Besoins d'assistance après la cessation de l'UNRRA (Organisation des Nations Unies pour les secours et la reconstruction) : point proposé par le Conseil économique et social
3. Accords avec les institutions spécialisées : point proposé par le Conseil économique et social
 - a) Union postale universelle
 - b) Banque internationale pour la reconstruction et le développement
 - c) Fonds monétaire international
 - d) Union internationale des télécommunications
4. Demandes d'admission dans l'Organisation de l'aviation civile internationale : point proposé par le Secrétaire général
 - a) Demande de l'Italie
 - b) Demande de l'Autriche

TROISIEME COMMISSION

1. Chapitre III du Rapport du Conseil économique et social
2. Accords avec les institutions spécialisées : point proposé par le Conseil économique et social
 - a) Organisation mondiale de la santé
3. Transfert aux Nations Unies des fonctions et des pouvoirs exercés par la Société des Nations en vertu de la Convention internationale du 30 septembre 1921 sur la traite des femmes et des enfants, de la Convention du 11 octobre 1933 sur la traite des femmes adultes, et de la Convention du 12 septembre 1923 sur le commerce des publications obscènes : point proposé par le Conseil économique et social
4. Droits syndicaux (liberté d'association) : point proposé par le Conseil économique et social
5. Recommandations à présenter en vue d'empêcher la diffusion, aux dépens d'Etats étrangers, de calomnies nuisibles aux bonnes relations entre les Etats ou contraire aux buts et aux principes des Nations Unies : point proposé par la Yougoslavie
6. Transfert à l'Organisation mondiale de la santé de certains avoirs des Nations Unies : point proposé par le Conseil économique et social
7. Fonds international de secours à l'enfance
 - a) Rapport du Conseil économique et social
 - b) Vérification annuelle des comptes du Fonds, présentée par le Secrétaire général
8. Proposition tendant à porter à vingt-quatre le nombre des membres du Conseil économique et social

QUATRIEME COMMISSION

1. Rapport du Conseil de tutelle
2. Examen des nouveaux projets d'accords de tutelle, s'il en est proposé
3. Renseignements provenant des territoires non autonomes
 - a) Résumé et analyse des renseignements communiqués en vertu de l'Article 73 (e) de la Charte : rapport du Secrétaire général

CINQUIEME COMMISSION

1. Administration financière de l'Organisation des Nations Unies
 - a) Budget de l'Organisation pour l'exercice financier 1947
 - b) Prévisions budgétaires pour l'exercice financier 1948

- c) Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires
 - d) Rapport du Comité des contributions
 - e) Rapport du Comité de vérification des comptes
 - f) Relations budgétaires et financières avec les institutions spécialisées : rapport du Secrétaire général
 - g) Adoption du règlement financier permanent : rapport du Comité consultatif
2. Fonctionnement du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies aux termes du Chapitre XV de la Charte : point proposé par l'Australie
3. Nominations aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires de l'Assemblée générale
- a) Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires
 - b) Comité des contributions
 - c) Comité de vérification des comptes
4. Questions administratives et d'organisation
- a) Caisse commune de retraite du personnel des Nations Unies : rapport du Comité des pensions du personnel des Nations Unies
 - b) Caisse commune de retraite du personnel des Nations Unies : rapport du Secrétaire général
5. Interprétation simultanée : rapport du Secrétaire général
6. Télécommunications : rapport du Secrétaire général
7. Organisation d'un service postal des Nations Unies : point proposé par l'Argentine

SIXIEME COMMISSION

1. Accord entre l'Organisation des Nations Unies et les Etats-Unis d'Amérique concernant le siège de l'Organisation des Nations Unies: rapport du Secrétaire général
2. Privilèges et immunités, sur le territoire des Etats-Unis d'Amérique, des représentants des Etats Membres et de leur personnel: point proposé par l'Argentine.

3. Coordination des privilèges et immunités de l'Organisation des Nations Unies et de ceux des institutions spécialisées : rapport du Secrétaire général
4. Nécessité, pour l'Organisation des Nations Unies et pour ses Organes, d'utiliser davantage les services de la Cour internationale de Justice non seulement dans les différends de caractère juridique mais aussi en ce qui concerne les aspects juridiques des différends et des "situations" : point proposé par l'Australie
5. Développement progressif du droit international et sa codification : rapport de la Commission chargée d'étudier le développement progressif du droit international et sa codification
6. Projet en vue de formuler les principes de la Charte de Nuremberg : Rapport de la Commission chargée d'étudier le développement progressif du droit international et sa codification
7. Projet de déclaration des droits et des devoirs des Etats présenté par le Panama : rapport de la Commission chargée d'étudier le développement progressif du droit international et sa codification
8. Projet de convention sur le génocide : rapport du Conseil économique et social
9. Recommandations à formuler en vue d'assurer la remise des criminels de guerre, des traîtres et des quislings aux Etats sur les territoires desquels ils ont commis leurs crimes : point proposé par la Yougoslavie
10. Enregistrement des traités et des accords internationaux : point proposé par le Secrétaire général
11. Pavillon des Nations Unies : point proposé par le Secrétaire général
12. Jour anniversaire de la signature de la Charte et jour de la paix : point proposé par le Secrétaire général

COMITE AD HOC DU SIEGE

Siège de l'Organisation des Nations Unies : rapport du Secrétaire général.

B

1. Le Bureau recommande à l'Assemblée générale d'autoriser la Deuxième et la Troisième Commission à renvoyer à un Comité mixte de ces mêmes Commissions, qui sera éventuellement créé, tous points de leur ordre du jour qu'elles désireraient voir examiner par ledit Comité.
2. Point 11 de la liste supplémentaire : recommandations à présenter en vue d'empêcher la diffusion, aux dépens d'Etats étrangers, de calomnies qui sont nuisibles aux bonnes relations entre les Etats et contraires aux buts et aux principes des Nations Unies : point proposé par la Yougoslavie.

Le Bureau, par huit voix contre trois et trois abstentions, recommande que ce point soit étudié par la Troisième Commission.

3. Point 17 de la liste supplémentaire : recommandations à formuler en vue d'assurer la remise des criminels de guerre, des traîtres et des quislings aux Etats sur les territoires desquels ils ont commis leurs crimes : point proposé par la Yougoslavie.

Le Bureau recommande, par dix voix contre quatre le renvoi de ce point à la Sixième Commission.

4. Le Bureau, après avoir examiné la suggestion de la délégation norvégienne (A/BUR/37), tendant à ce que la Commission chargée d'examiner le point 7 de la liste supplémentaire : Accords avec les institutions spécialisées, invite la Cinquième Commission à faire connaître son avis sur ces accords, exprime l'opinion que cette demande devrait plutôt être adressée à la Commission s'occupant de la question.
-